



**Fédération Syndicale Unitaire**

104 rue Romain Rolland - 93260 Les Lilas

Tél : 01 41 63 27 30 – Fax : 01 41 63 15 48 - Email : [fsu.nationale@fsu.fr](mailto:fsu.nationale@fsu.fr) - Site web : [www.fsu.fr](http://www.fsu.fr)

**F.S.U.**

**Bernadette Groison**  
**Secrétaire Générale**  
**BG/NO/13.14/008**

**Monsieur Jean-Marc Ayrault**  
**Premier Ministre**  
**Hôtel Matignon**  
57, rue de Varenne  
75700 PARIS

Les lilas le 23 septembre 2013

Monsieur le Premier ministre,

Le projet de loi de finances 2014 présenté ce mercredi en conseil des ministres puis présenté à l'assemblée nationale, prévoit de nouvelles baisses de crédits et des suppressions d'emplois dans de nombreux ministères ainsi que des réductions de subventions aux collectivités territoriales.

L'objectif de réduction des dépenses publiques continue à être martelé comme une évidence. Les dépenses de l'Etat seraient pour partie responsables de la crise économique et sociale actuelle.

Il convient de rectifier ces dires. Ce ne sont pas les dépenses publiques qui sont responsables de la crise. La cause trouve son origine dans la logique spéculative de la finance que les subprimes ont révélée en 2008.

Tous les observateurs ont alors noté combien les services publics ont servi «d'amortisseur social» et comment ils ont fait la preuve de leur rôle pour lutter au mieux contre l'accroissement des inégalités.

Les services publics, nous en sommes convaincus, permettent de faire face aux évolutions sociales, démographiques, économiques à venir comme aux nouveaux besoins. Ils contribuent aussi à anticiper les nécessaires mutations. Et ce sont bien les défis que nous devons relever : *réaliser la transition écologique, réorienter le modèle de développement économique, développer des actions culturelles et sportives, garantir l'accès aux soins de qualité à tous les citoyens, assurer la sécurité sanitaire de la population, conforter et développer les droits sociaux, aménager mieux les territoires...*

C'est pourquoi les secteurs d'éducation, formation, recherche, agriculture, culture, santé...sont autant de services créateurs de richesses qui concourent à relever ces défis. Autant d'investissements indispensables.

Il est plus que temps d'arrêter ces discours et mesures qui discréditent l'action publique, empêchent toute mise en œuvre de politiques publiques porteuses de progrès social.

Les services publics et la Fonction publique ne sont pas une charge pour la société, ils sont une chance. Une chance pour permettre à chacune et chacun de vivre mieux. Une chance, pour garantir à nos jeunes générations un avenir plus radieux.

Vous avez vous-même, lors de la dernière conférence sociale, confirmé leur rôle dans le développement économique durable de notre pays en déclarant que « le service public est un élément fort de la solidarité mais aussi du développement économique durable ».

Il est temps d'affirmer et d'assumer que les dépenses publiques constituent un outil de redistribution des richesses tant sur le plan individuel que sur le plan des territoires. Il est nécessaire, sans plus attendre, d'engager une refonte des prélèvements obligatoires ainsi qu'une réforme fiscale conforme aux exigences de justice sociale, de rendre efficace la lutte contre l'évasion fiscale qui coûte chaque année plus de 60 Mrds € à notre pays. Il faut agir contre les dépenses inutiles comme par exemple les rentes versées aux partenaires des partenariats publics privés.

L'augmentation des prélèvements obligatoires qui vont peser essentiellement sur les ménages ne répond pas à ces exigences.

Et à un moment où le gouvernement affirme sa volonté de réduire le chômage, il est impossible de ne pas relancer aussi l'emploi public.

Le gouvernement et le parlement doivent maintenant choisir. Choisir entre réduire encore les dépenses publiques ou préparer mieux l'avenir.

La FSU est profondément convaincue que le progrès social et la justice sociale sont les seules ambitions qui doivent guider les politiques publiques.

C'est pourquoi, elle vous demande de renoncer à ce projet de loi de finances et de le revoir afin qu'il réponde aux enjeux actuels pour notre pays.

Je vous prie de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'expression de mes salutations respectueuses.

*Bernadette Groison*  
*Secrétaire Générale de la FSU*

